

Taxe d'accise—Loi

publiées chaque mois. On constate un accroissement constant des emplois offerts. On sait maintenant que près de 304,000 nouveaux emplois ont été créés depuis le 4 septembre de l'année dernière.

Le budget, qui avait pour objectif de résoudre le problème du chômage visait également à régler celui du déficit. Les députés savent tout comme moi que cette année, notre déficit annuel sera de l'ordre de 35 milliards de dollars. Le déficit accumulé du Canada est de près de 200 milliards de dollars—ce qui représente un montant énorme. Cette année, en 1985, le gouvernement a tenté de restreindre ses propres dépenses le plus possible. Cependant, il a hérité d'un déficit de 100 milliards de dollars que lui a légué l'ancien gouvernement. Par contre, les recettes perçues de toutes sources ne s'élevaient qu'à environ 65 milliards de dollars. Il s'est donc accumulé un déficit de l'ordre de 35 milliards de dollars au cours de la dernière année du régime précédent. La même situation se poursuit cette année, en dépit des compressions de dépenses, parce que l'indexation prévue dans certains programmes fait augmenter les paiements comme la sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti. Ces prestations sont indexées au taux d'inflation et doivent augmenter, que le gouvernement le veuille ou non. Les dépenses publiques continuent donc leur montée.

Les dispositions prévues dans le projet de loi à l'étude vont aider quelque peu à contenir le déficit. Elles ne viendront pas à bout du problème. Personne ne prétend que nous allons éponger le déficit d'un seul coup, mais ces mesures vont contribuer à en retarder la croissance. De fait, si on additionne toutes ces recettes supplémentaires, c'est-à-dire l'accroissement de l'assiette de la taxe de vente et de la taxe de vente même, la majoration de la taxe sur l'essence et des droits sur l'alcool et le tabac, on obtient un total de quelque 2.5 milliards en 1986. Ce montant devrait atteindre environ 3 milliards en 1987. Ce n'est quand même qu'une petite partie du déficit annuel de 35 milliards.

Personne n'aime payer des impôts supplémentaires et il nous ferait plaisir à tous d'y échapper. Mais les Canadiens sont réalistes. Ils savent que s'ils gagnent \$70 par semaine, ils ne peuvent pas en dépenser \$105 à moins d'emprunter la différence. S'ils empruntent, ils auront à payer des intérêts qui augmenteront leurs dépenses la semaine suivante. C'est ainsi, que l'opposition se rend ou non à l'évidence. Si elle se cache cette réalité, alors c'est qu'elle méconnaît notre situation nationale. Les Canadiens font face à la réalité. Ils connaissent et comprennent ce genre de problèmes.

Les députés de l'opposition ont fait état de trois ou quatre sources de préoccupations. Ils estiment que le budget et ce projet de loi posent de gros problèmes. Tout d'abord, d'après eux, le régime fiscal même est inéquitable et ce projet de loi ajoute à cette injustice. Mais comme je l'ai déjà dit, ce n'est là qu'une partie du budget. On y trouve d'autres chapitres qui permettront de rendre le régime fiscal beaucoup plus équitable. Ainsi, on y a prévu un taux minimum d'imposition, qui doit entrer en vigueur sous peu. Une surtaxe sera imposée aux travailleurs gagnant de gros revenus. Ainsi, les personnes

gagnant plus de \$40,000 devront payer une surtaxe cette année, et pour encore plusieurs années à venir. Il en va de même pour les grandes entreprises. On prévoit en effet une surtaxe applicable aux grosses sociétés et aux banques. Nous supprimons divers abris fiscaux dont bénéficiaient les propriétaires de voiliers, de véhicules de loisir et d'hôtels. Nous supprimons également le partage du revenu aux fins de l'impôt. Toutes ces mesures nous permettront de rendre plus équitable le régime fiscal. Chose certaine, les mesures budgétaires règlent ces questions.

L'opposition a dit aussi craindre les conséquences nuisibles à l'économie que ce projet de loi est susceptible d'entraîner. Cette préoccupation n'est pas fondée non plus et l'opposition a déjà soulevée la question auparavant. Elle l'a fait après l'exposé financier du 8 novembre de l'an dernier. L'opposition a en effet soutenu que ces initiatives feraient disparaître 50,000 emplois au Canada. Après le dépôt du budget, elle a prétendu que des milliers et des milliers d'emplois disparaîtraient en conséquence. Or que s'est-il produit? Du 4 septembre de l'an dernier jusqu'aujourd'hui, 304,000 emplois ont été créés.

Des voix: Bravo!

M. Redway: En outre, les taux d'intérêt ont baissé de 3 p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Redway: Le produit national brut a déjà augmenté de 4.19 p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Redway: Et tout cela malgré les sombres prophéties des députés de l'opposition qui jouent aux prophètes de malheur depuis le premier jour de la session, c'est-à-dire depuis novembre 1984. Ces résultats montrent que le budget en général est sur la bonne voie. Il réduira le chômage et il contribuera à maîtriser le déficit.

Mes amis de l'opposition ont parlé également de l'argent consacré à secourir les banques. Ils ont manifesté une très vive inquiétude à ce sujet. Il est certainement vrai qu'une partie de cet argent ira à des sociétés et à d'autres banques. Une grande partie de cet argent ira toutefois à des caisses de pension et à des coopératives de crédit. Des milliers de Canadiens dépendent de ces caisses de pension pour leur pension et des milliers ont besoin des économies qu'ils ont déposées dans des coopératives de crédit. Les coopératives de crédit et les caisses de pensions n'ont pas la possibilité de se protéger à cause du plafond de \$60,000. Elles ont des millions de dollars à investir, et elles doivent bien les placer quelque part. De toute évidence, les sommes dépasseront le plafond de \$60,000. Les personnes qui ont leur argent dans ces caisses ne peuvent absolument pas choisir le mode de placement. Par contre, elles en souffriront si elles perdent leur argent. Leur pension en souffrira et ceux qui ont déposé leurs petites économies dans des coopératives de crédit aussi. Toutes ces initiatives montrent que le gouvernement a raison d'essayer d'aider les Canadiens et de résoudre tous leurs problèmes.